Leçons à tirer des élections de 1990 en Ontario

par Jim Henderson

On dit que l'amour et la haine se touchent. C'est, en tout cas, ce que confirme le résultat des élections générales de septembre 1990 en Ontario. Les chefs que nous admirons le plus peuvent devenir du jour au lendemain l'objet de notre mépris, voire de notre haine. Il arrive aussi que, après avoir été voués aux gémonies, ils remportent des élections. Il n'y a guère d'exemple d'un gouvernement qui soit passé aussi vite de l'adulation au dénigrement que le gouvernement libéral de David Peterson. Le premier ministre « intouchable », dont la cote de popularité s'était maintenue dans les 50 p. 100 depuis son accession au pouvoir en 1985, est devenu l'homme à abattre dans l'espace de deux mois d'été relativement paisibles.

Politologues, journalistes et simples citoyens expliquent chacun à sa façon cette humiliante défaite d'une équipe apparemment invincible. Mais méfions-nous des explications simplistes. Pour emprunter un terme à la psychologie des profondeurs, on peut dire que la chute de David Peterson a été « multi-déterminée ». Voici quelques éléments d'explication de l'événement et quelques-unes des leçons que les Canadiens peuvent en tirer. À mon avis, trois ordres de facteurs étaient à l'oeuvre : les facteurs manifestes, les facteurs personnels et les facteurs latents.

Parmi les facteurs manifestes, il y a les impôts, l'affaire Patti Starr et le moment choisi pour déclencher les élections. Il est vrai que l'impôt foncier augmentait sensiblement depuis deux ans et que le gouvernement avait porté la taxe de vente à 8 p. 100 (bien qu'il ait promis de la ramener à 7 p. 100 pendant la campagne). C'étaient là des mesures fort impopulaires. En revanche, l'Ontario compte parmi les provinces qui prélèvent le moins d'impôt sur les ménages à revenu faible et moyen et sur les personnes âgées. Les Ontariens disposent d'un milliard de dollars de plus depuis l'abolition des primes d'assurance-maladie. Près de 700 000 contribuables ont vu diminuer leur impôt provincial sur le revenu grâce à un programme d'allègement fiscal. Enfin, par le biais de subventions fiscales, les personnes âgées récupèrent environ un milliard de dollars par année en impôt sur le revenu et en impôt foncier.

Les municipalités ont convaincu la population qu'il leur fallait augmenter l'impôt foncier à cause de la réduction des subventions provinciales à l'éducation. Or, le gouvernement affectait 5,5 milliards de dollars par année à l'éducation soit 57

p. 100 du budget total. Peut-être aurait-il dû démentir avec plus de vigueur les municipalités qui l'accusaient de faire des économies sur leur dos.

La soi-disant affaire Patti Starr a également eu un effet, bien que, comme il fallait s'y attendre, elle suscite moins d'intérêt depuis la chute du gouvernement Peterson. Mais l'affaire Patti Starr avait une importance symbolique énorme. J'ai toujours pensé que l'enquête ne ferait que mettre au jour les failles bien connues de nos moeurs politiques, mais c'est peut-être là le problème. Les gens en ont assez de la superficialité de la classe politique et les relations du gouvernement avec Patti Starr ont servi de paratonnerre à leur mécontentement.

L'appel aux urnes de 1990 a profondément déçu. M. Peterson a prétendu qu'il fallait devancer les élections pour éviter qu'elles ne tournent autour du nationalisme québécois et du ralentissement économique, deux dossiers qui promettaient de devenir chauds en 1991. Mais les électeurs n'ont pas marché. Ils ont vu dans l'appel aux urnes une manifestation d'opportunisme dont ils ont voulu punir Peterson et son gouvernement.

Les facteurs du deuxième ordre sont liés à la philosophie et à la manière de diriger de David Peterson. C'est en toute objectivité que je le dis, sans l'intention de critiquer. Le premier ministre m'a dit un jour qu'il concevait le gouvernement comme une équipe de football. Sans doute voulait-il dire que le quart arrière décide des stratégies et que chaque joueur reste à sa position. Cette analogie ne me plaît guère, car elle ne laisse pas de place à la créativité, à l'initiative et à la croissance individuelles, tous ingrédients nécessaires à une organisation qui se veut dynamique, innovatrice et durable. Refermé sur lui-même autour d'un chef qui ne tolère pas de dérogation à un programme minutieusement tracé, un petit groupe peut remporter des succès à court terme, mais le succès à long terme risque fort de lui échapper.

David Peterson avait les qualités qu'il faut pour remporter des succès à court terme. Il cachait sa vive combativité sous des dehors affables qui déjouaient ses adversaires politiques. Son style convient mieux aux périodes de crise, c'est-à-dire quand il faut prendre des mesures décisives dans un climat tendu. Après des mois de dérive, c'est sans doute ce dont l'Ontario avait besoin en 1985. Mais en 1990, la situation avait changé. Celui qui avait tout pour réussir en temps de crise ou même de guerre semblait manquer de la profondeur et de la sagesse nécessaires pour gérer avec compréhension et sensibilité une

Jim Henderson est député d'Etobicoke-Humber à l'Assemblée législative de l'Ontario.

époque où il n'y avait plus de dragons à abattre et de belles dames à sauver. Peterson avait du nerf, mais il lui manquait peut-être la profondeur et l'envergure nécessaires à la longévité d'un chef d'État.

Passons maintenant aux facteurs latents. C'est peut-être le médecin en moi qui cherche à voir sous la surface des choses. Toutes les raisons que j'ai données jusqu'ici pourraient expliquer la perte de quelques sièges, voire de la majorité parlementaire, mais non pas le rejet en bloc. Le mécontentement de l'électorat a dû avoir des causes plus profondes.

Le gouvernement Peterson a été le premier gouvernement à déclencher des élections après l'échec de l'Accord du lac Meech. En outre, il les a déclenchées à un moment où se profilait à l'horizon une taxe de vente fédérale de 7 p. 100 et où commençaient à se faire sentir en Ontario les effets négatifs de l'accord de libre-échange. Il a également été le premier gouvernement à déclencher des élections dans la foulée d'une crise dans les difficiles relations qu'entretient le Canada avec ses peuples autochtones.

Je soupçonne que ces facteurs latents, joints à la désaffectation générale pour une classe politique jugée trop superficielle et obsédée par les apparences, ont joué un grand rôle dans la chute du gouvernement Peterson. Bien sûr, la politique est une affaire d'apparences et de perceptions. Mais il y a lieu néanmoins d'examiner de près nos institutions politiques. Contrairement à nos cousins américains, qui ont fait l'inventaire des diverses formes d'organisation politique avant de rédiger leur constitution et d'établir leurs institutions, le Canada s'est contenté de transplanter en Amérique le système parlementaire britannique. Lorsque, dans les premiers temps, des députés frondeurs n'hésitaient pas à rompre ouvertement la ligne de leur parti, on a imposé la solidarité partisane et exigé des législateurs qu'ils adhèrent aveuglément aux positions et aux politiques dictées par ceux qui les dirigent et les encadrent.

À mon avis la plupart des Canadiens estiment qu'il faut relâcher la discipline de parti de manière que leurs élus puissent mieux les représenter. Forcés de choisir entre la voix de leur conscience, la fidélité envers leurs commettants et la fidélité envers leur parti, les législateurs canadiens ont opté massivement pour l'allégeance au parti.

Il pourrait en être autrement. L'expérience montre que les gouvernements ne tombent pas et que les assemblées ne deviennent pas ingouvernables lorsque les élus tiennent compte à la fois de leurs responsabilités envers leur parti et ses chefs, envers leurs commettants et envers leur propre conscience. Le moment est venu de relâcher la discipline de parti, de moderniser le système des comités législatifs et de démocratiser les règles de procédure parlementaire si nous voulons que nos assemblées regagnent la confiance des électeurs.

Par ailleurs, je trouve regrettable que, dans notre système électoral, il faille punir les candidats à la députation pour

exprimer son mécontentement à l'égard de leur chef. Et sous deux rapports. D'abord, les électeurs devraient pouvoir élire leur député indépendamment de leur préférences politiques au niveau national ou provincial. Les Américains élisent leurs représentants au Sénat et à la Chambre et votent séparément pour le président ou le gouverneur, quoi de plus raisonnable. Bien sûr, les choses se compliquent quand le gouvernement fait face à un Sénat ou à une Chambre où domine un parti autre que le sien, mais l'histoire montre qu'il n'en est pas pour autant paralysé. Lorsque les législateurs ont le bien public à cœur, ils finissent toujours par faire les compromis nécessaires.

Ensuite, il est dommage pour les Ontariens que des hommes et des femmes durs à la tâche et dévoués au bien public (sans parler de leurs adjoints) ne puissent plus servir leurs compatriotes depuis le 6 septembre pour des raisons qui n'ont rien à voir avec leur compétence ou leur efficacité. Ils ne le méritaient pas. Et les électeurs n'avaient pas l'intention de les répudier. Seulement notre système politique les oblige à le faire quand ils veulent manifester leur mécontentement à l'égard du chef du gouvernement.

Je n'étais pas un intime de David Peterson, mais je le respectais comme chef et l'estimais comme premier ministre. Cependant, Je n'étais pas d'accord avec lui dans certains dossiers et peut-être sur certains points de philosophie politique. J'ai exprimé de sérieuses réserves au sujet de l'Accord du lac Meech parce que je craignais qu'il n'ait pour effet de balkaniser le pays et de nous priver du gouvernement central fort dont nous avons besoin. Beaucoup d'électeurs semblaient partager mon avis et connaissaient par ailleurs ma réputation d'indépendance d'esprit. C'est peut-être pourquoi j'ai survécu à la débandade du 6 septembre. Et je sais gré à mes commettants de leur loyauté.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai introduit un projet de loi en vue d'amorcer un examen des inconvénients de la solidarité qui lie les candidats d'un parti à leur chef dans notre système parlementaire. Pourquoi les électeurs ne pourraient-ils pas élire le chef de leur province ou de leur pays tout en pouvant déléguer le député de leur choix à l'assemblée?

Peut-être la postérité jugera-t-elle moins sévèrement le gouvernement Peterson que les électeurs de 1990. La province avait équilibré son budget pour la première fois en vingt ans et remboursé sa dette pour la première fois en un demi-siècle. Et il n'est pas exclu que David Peterson retourne à la barre du Parti libéral de l'Ontario au congrès d'investiture prévu pour 1992.

Entre-temps, il y a du travail à faire et il y a des leçons à tirer de la déconfiture du Parti libéral de l'Ontario en 1990. Il faut réformer nos procédures législatives. L'ancien gouvernement ne l'a pas compris ou ne s'en est pas soucié. J'espère que le nouveau gouvernement sera mieux avisé.■